



PME

67^e ENQUÊTE

DE CONJONCTURE

JUILLET 2018

01.

**DES PME TOUJOURS
OPTIMISTES,
BIENTÔT RATTRAPÉES
PAR LES DIFFICULTÉS
DE RECRUTEMENT ?**



+26

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ DES PME EN 2018,
STABLE À SON MEILLEUR NIVEAU DEPUIS 2011**



+12

**SOLDE D'OPINION SUR LES CARNETS
DE COMMANDES DES 6 DERNIERS MOIS,
AU PLUS HAUT DEPUIS 2008**



+3

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ANNUELLE
DU VOLUME D'INVESTISSEMENT,
AU PLUS HAUT DEPUIS 2012**



-8

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION DE
TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS,
NETTEMENT AU-DESSUS DE SA MOYENNE
DE LONG TERME**

Points clés

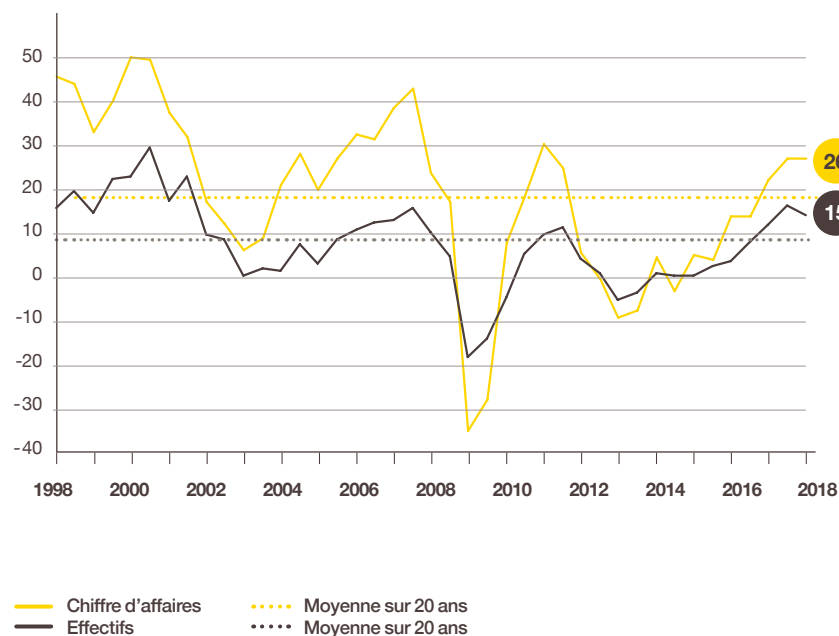
1. Après plusieurs années d'augmentation, la croissance des PME devrait se stabiliser à un niveau élevé en 2018. En revanche, les PME du Tourisme et des Transports font figures d'exceptions puisque, après une année 2017 particulièrement favorable, elles seraient moins dynamiques qu'auparavant. Au niveau de l'emploi, la progression des embauches marque légèrement le pas.
2. Les PME continuent de bénéficier d'une situation financière toujours aisée et de conditions d'accès au crédit très favorables.
3. Comme l'an passé, près de la moitié des PME prévoient d'investir en 2018. En volume, les perspectives d'investissement restent toujours favorablement orientées mais sans accélération. Les obstacles à l'investissement rencontrés par les chefs d'entreprise demeurent à des niveaux historiquement bas.
4. Si les perspectives pour 2019, données en mai / juin par les dirigeants de PME, sont par nature encore très fragiles, elles traduisent un optimisme qui résiste tout en laissant penser que le cycle a atteint, si ce n'est un point haut, un palier amené à durer. En effet, le léger tassement des carnets de commandes à court terme et l'augmentation continue des difficultés de recrutement interrogent sur la capacité d'accélération à venir des PME.

En 2018, la croissance de l'activité et de l'emploi marque le pas

Après plusieurs années de redressement, la croissance de l'activité des PME devrait se stabiliser à un niveau élevé en 2018. À son meilleur niveau depuis fin 2011, le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours s'élève, comme en novembre 2017, à +26 points au 1^{er} semestre 2018 (graphique 1). L'indicateur dépasse toujours sensiblement sa moyenne de long terme (+18 points).

Au-delà d'interroger la capacité d'expansion à venir des PME, l'absence de nouvelle accélération fait écho au ralentissement observé de la croissance économique au 1^{er} trimestre et au tassement des derniers chiffres du climat des affaires de l'INSEE (stabilisation de l'indice en juin à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme après 5 mois consécutifs de baisse).

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNEE EN COURS**
SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours s'est stabilisé à +26 entre les interrogations de novembre 2017 et mai 2018. Il a progressé de 5 points en un an.

Source : **Bpifrance Le Lab**

La stabilisation des perspectives de croissance de l'activité en moyenne masque cependant d'importantes disparités (graphique 2) :

- progression du solde d'opinion dans l'Industrie (+30 en hausse de 2 points) et les Services (+28 en hausse de 2 points) ;
- recul du solde d'opinion dans le Tourisme (+14 en repli de 12 points) et les Transports (+25 en repli de 11 points), ces secteurs étant affectés par la grève des transports et la remontée des prix du pétrole ;
- les PME moyennement et fortement exportatrices, les innovantes et les PME de 10 salariés et plus prévoient (au-delà d'anticiper une progression de leur chiffre d'affaires supérieure à la moyenne) une croissance encore plus robuste qu'auparavant contrairement aux PME non exportatrices, aux non-innovantes et aux TPE.

L'optimisme des chefs d'entreprise s'appuie sur des carnets de commandes, tant actuels qu'à venir, toujours bien garnis. L'indicateur en solde d'opinion sur leur niveau des 6 derniers mois s'inscrit à +12 (au plus haut depuis 2008), en progression de 2 points en 6 mois et de 14 points sur un an. En parallèle, s'il s'inscrit en léger repli (-2 points sur 6 mois), l'indicateur prévisionnel sur les 6 mois à venir reste à niveau élevé (+13). Dans l'Industrie, le niveau des carnets seraient plus faibles mais toujours bien fournis.

• **GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**
SOLDE D'OPINION (EN %)



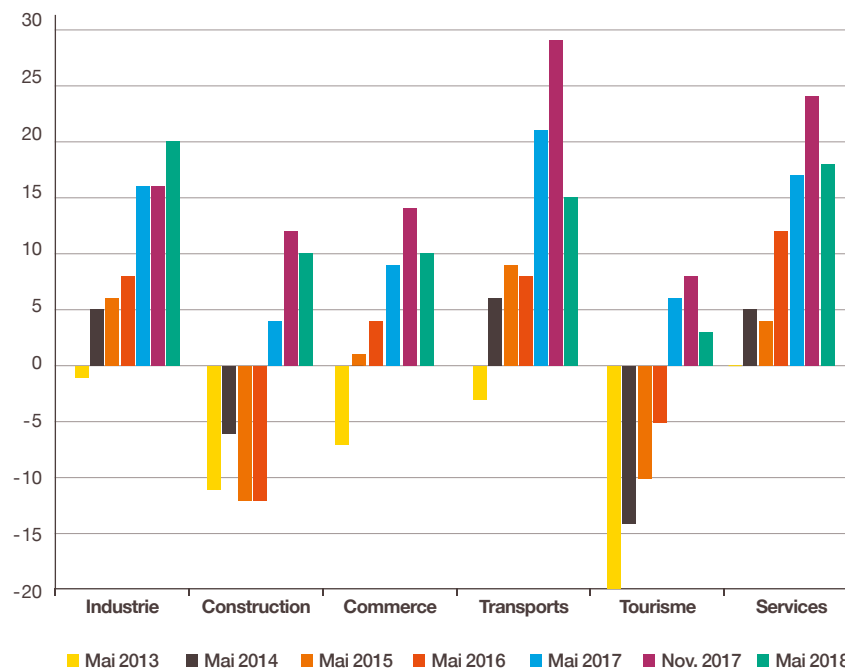
Source : Bpifrance Le Lab

Face à ces anticipations d'activité toujours dynamiques mais sans accélération, les chefs d'entreprises tempèrent légèrement le rythme des embauches (embauches réalisées au 1^{er} semestre). À +15, le solde d'opinion sur l'évolution de l'emploi perd 2 points par rapport à novembre 2017 mais demeure nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+9).

Seule l'Industrie a augmenté le rythme des embauches au 1^{er} semestre (hausse de 4 points à +20 – graphique 3) tandis qu'il a sensiblement ralenti dans les Transports (baisse du solde d'opinion de 13 points à +15). En outre, si le moindre dynamisme de l'emploi est partagé quels que soient la taille ou le caractère innovant ou non des PME, celles fortement exportatrices font, elles, preuve de davantage de résilience.

En parallèle, une part croissante et record de PME fait face à d'importantes difficultés de recrutement (encadré 1).

• **GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**
SOLDE D'OPINION (EN %)



Source : Bpifrance Le Lab

Difficultés de recrutement, croissance de l'activité et de l'emploi et réponses des PME

Une part croissante et record de PME fait face à d'importantes difficultés de recrutement : 41 % d'entre elles en rencontrent actuellement contre 34 % il y a 1 an. Il s'agit de la proportion la plus élevée depuis 2002. Les difficultés sont particulièrement prégnantes dans le Commerce / Réparation automobile (53 %), les Biens intermédiaires (48 %) et d'équipement (49 %) et les Transports (48 %).

Or, la corrélation entre les difficultés de recrutement et la croissance de l'activité et de l'emploi est élevée (0,8 avec le solde d'opinion sur l'emploi et à 0,7 avec celui sur l'activité sur la période 2000 / 2018), ce qui signifie que ces paramètres évoluent de concert (sans présager d'un lien de causalité). Néanmoins, nous pouvons formuler l'hypothèse que si le niveau actuel des difficultés de recrutement n'empêche pas les PME de croître (bien qu'il puisse freiner l'activité de certaines), la poursuite de leur augmentation pourrait être un frein à l'expansion à venir des PME, et notamment à leur capacité à accélérer.

Face à ces difficultés, les PME agissent de différentes manières. Selon les résultats du baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode¹ de mai 2018, une majorité d'entre elles (55 %) envisagent de modifier leurs processus de recrutement et un peu plus d'un quart d'augmenter les salaires proposés. Elles tentent également de pallier à ces difficultés en faisant appel à des prestataires extérieurs (via l'intérim, la sous-traitance, le travail détaché), en augmentant la polyvalence des salariés en place, en les formant ou en allongeant leur durée de travail ou encore mettant en place des avantages monétaires afin de les fidéliser. Elles modifient en revanche relativement peu leur organisation générale, ce qui passerait par un surcroît d'investissement dans l'automatisation des tâches ou par une nouvelle organisation du travail autour de solutions de mobilité.

• GRAPHIQUE 4 : RÉPONSES DES PME FACE AUX DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT RÉPONDANTS AYANT L'INTENTION DE RECRUTER (EN %)



(1) « Trésorerie, Investissement et Croissance des TPE et PME », réalisée entre le 10 et le 18 avril 2018, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires. L'ensemble des résultats du Baromètre sont accessibles sur www.bpifrance-lelab.fr

Source : Baromètre trimestriel Bpifrance Le Lab / Rexecode, réalisé sur un échantillon de 319 PME répondantes

Moindre optimisme des PME sur leurs perspectives d'activité mais résistance des perspectives d'embauches pour 2019

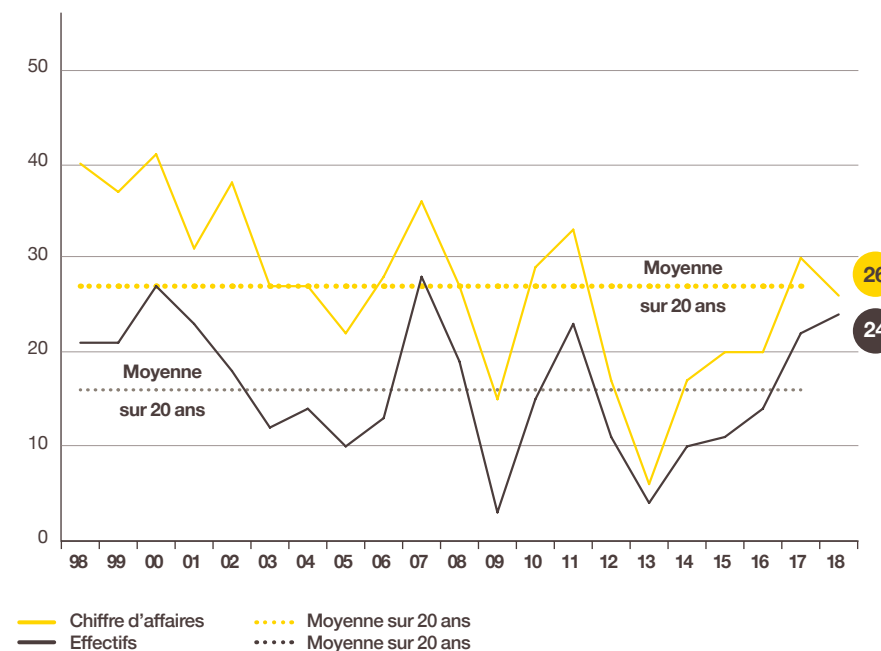
Les PME prévoient une légère baisse de la croissance de leur activité pour l'année prochaine. Légèrement en-deçà de sa moyenne de long terme (+27), l'indicateur prévisionnel d'activité perd 3 points sur 1 an à +26 (graphique 5). Il pâtit notamment du moindre optimisme des PME des Transports (solde d'opinion à +16, en baisse de 11 points), de la Construction (+8 en baisse de 10 points) et du Tourisme (+18 en baisse de 7 points). Mais même l'Industrie et les Services reculent, même si dans une moindre mesure.

Comme à l'accoutumée, les PME exportatrices (solde d'opinion à +46 contre +51 l'an passé) et les innovantes (+48 contre +49) sont les plus confiantes dans l'avenir et résistent le mieux.

En dépit de perspectives d'activité un peu moins optimistes, les embauches resteraient dynamiques et en légère progression en 2019. Au-dessus de sa moyenne de long terme (+16), l'indicateur prévisionnel de l'emploi progresse de 2 points sur 1 an à +24, point haut depuis 2008.

L'indicateur moyen est tiré vers le haut par l'Industrie (solde d'opinion à +29 en hausse de 5 points) et le Tourisme (+6 en hausse de 4 points), tandis qu'il est freiné par les Transports (+16 en baisse de 7 points) et la Construction (+14 en baisse de 3 points). Les entreprises de 10 salariés et plus, les innovantes et les exportatrices sont toujours en absolu les plus optimistes.

• GRAPHIQUE 5 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a reculé de 4 points sur 1 an pour s'inscrire à + 26 en mai 2018.

Source : Bpifrance Le Lab

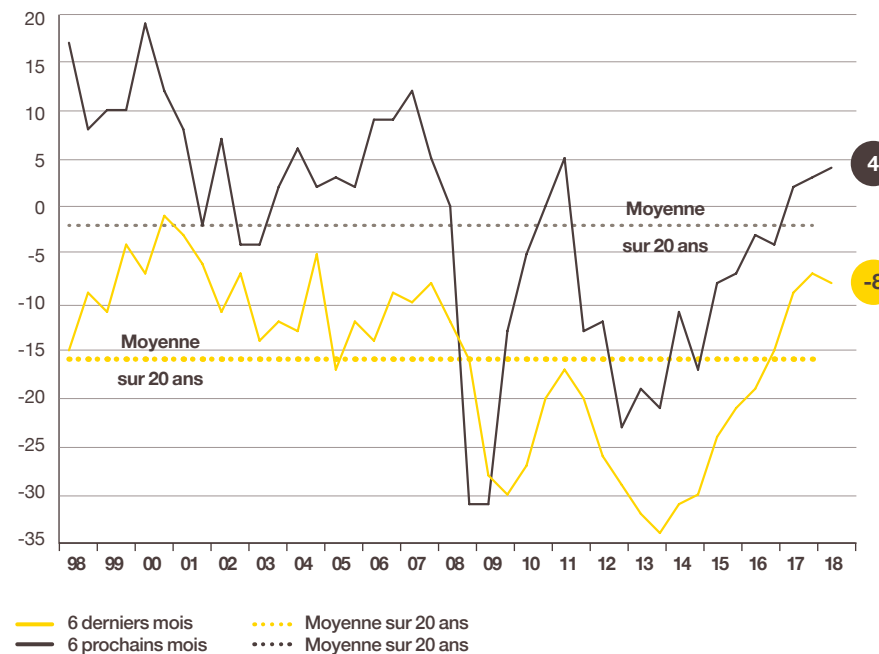
Une situation financière toujours aisée...

Depuis début 2017, l'état de la trésorerie des PME est resté stable à un niveau très satisfaisant (graphique 6). Avec un solde d'opinion à -8 (+1 point sur 1 an ; -1 point sur 6 mois), identique à son niveau d'avant crise (novembre 2007), le jugement moyen des PME sur la trésorerie se situe toujours nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (-18,3).

Sur les 6 derniers mois, les trésoreriers dans l'Industrie (solde d'opinion à -5 en hausse de 4 points) se sont assouplies contrairement à celles des Transports (-18 en baisse de 13 points) et du Tourisme (-22 en baisse de 6 points). À noter également un durcissement dans les Services aux particuliers (-5 en baisse de 6 points).

Sur les 6 prochains mois, la situation de trésorerie des PME resterait aisée (solde d'opinion de +4 en hausse de 1 point sur 6 mois). Dans le Tourisme, elle s'améliorerait nettement (solde d'opinion à +4 en hausse de 10 points) dans le sillage du retour de la saison estivale.

• **GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE**
SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : en mai 2018, les PME étaient 8 % de plus à déclarer une trésorerie difficile sur les 6 derniers mois qu'une trésorerie aisée.

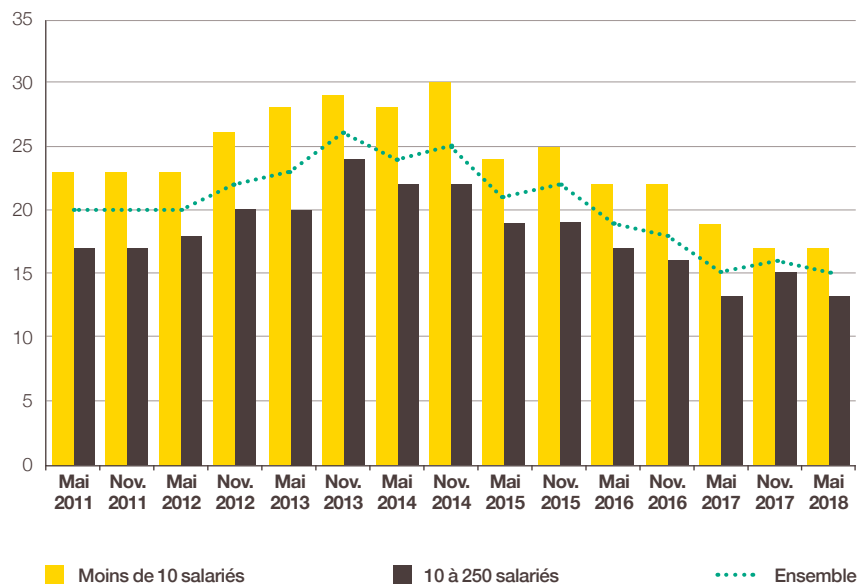
Source : **Bpifrance Le Lab**

... et des conditions d'accès au crédit toujours très favorables

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 1^{er} semestre 2018 est resté aisé. Seules 15 % des PME disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités, proportion stable sur 1 an et la plus basse depuis l'introduction de la question en 2010 (graphique 7).

Sur les 6 derniers mois, l'accès au crédit de trésorerie s'est légèrement amélioré pour les PME de 10 à 249 salariés (13 % d'entre elles ont rencontré des difficultés contre 15 % en novembre 2017) et est resté stable pour les TPE (17 %).

• GRAPHIQUE 7 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE (EN %)



Source : Bpifrance Le Lab

Du point de vue sectoriel, les difficultés augmentent, et demeurent nettement supérieures à la moyenne, dans le Tourisme (27 % en progression de 3 points par rapport à novembre 2017). À l'inverse, les difficultés sont moins fréquentes dans les Travaux publics (11 % après 18 %) et le Commerce de gros (11 % après 13 %).

L'accès au crédit d'investissement est lui aussi à son meilleur niveau depuis 2010. Sous les 10 % depuis le 1^{er} semestre 2016, la part des PME ayant déclaré un accès difficile au crédit d'investissement a reculé d'un point sur 6 mois à 6 % seulement. Les difficultés rencontrées continuent en revanche d'être plus fréquentes dans le Tourisme (13 %) tandis qu'elles n'affectent que 3 % des PME du secteur des Biens d'équipement.

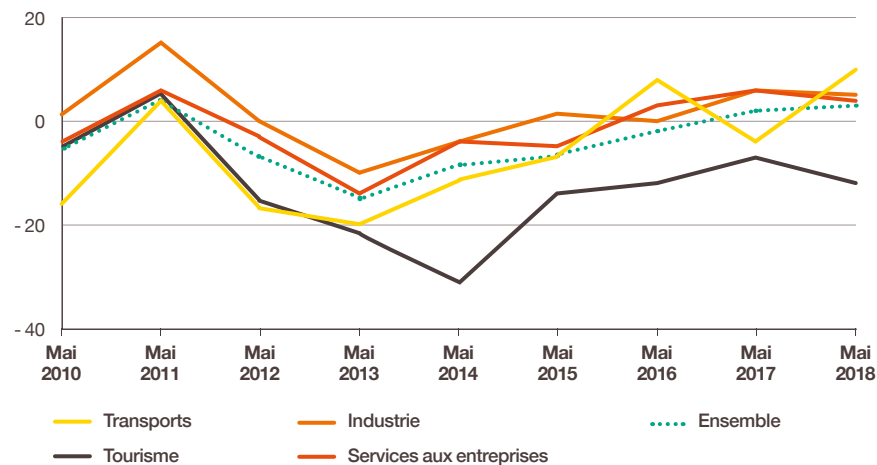
Des prévisions d'investissement toujours dynamiques pour 2018

En mai 2018, une part toujours importante d'entreprises a déclaré avoir déjà engagé ou prévu des investissements pour 2018 (49 % après 50 % il y a 1 an, proportion qui était la plus élevée depuis le début de la crise en 2008).

En volume, les perspectives d'investissement restent aussi favorablement orientées mais sans accélération (solde d'opinion à +3 en hausse de 1 point sur 1an, au plus haut depuis 2012 - graphique 8).

Les dépenses d'investissement sont anticipées en nette hausse dans le Commerce / Réparation automobile (indicateur à +14 en progression de 16 points sur 1 an), les Transports (+10 en progression de 12 points alors même que le solde d'opinion sur l'activité est de son côté en net recul), les Biens de consommation (+2 en hausse de 8 points) et les Travaux publics (+15 en hausse de 8 points). À l'inverse, elles diminueraient dans le Tourisme (-12 en recul de 6 points).

• **GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS**
SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : en mai 2018, 26 % des PME annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2017 et 23 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +3.

Source : Bpifrance Le Lab

Les obstacles à l'investissement à des niveaux historiquement bas

Entre les mois de mai 2017 et 2018, l'ensemble des freins à l'investissement rencontrés par les PME sont restés à des niveaux historiquement bas, voire ont continué de se desserrer pour les 3 principaux obstacles cités par les chefs d'entreprise :

- la faiblesse de la demande a reculé de 8 points à 47 % seulement ;
- l'insuffisance de la rentabilité a reculé de 5 points à 39 % seulement, reflet d'une santé financière globalement robuste des PME ;
- le niveau jugé trop élevé de la concurrence a reculé de 4 points à 37%.

• **GRAPHIQUE 9 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT**
PART DES RÉPONDANTS (EN %)



Source : Bpifrance Le Lab

En guise de conclusion

Le dynamisme des PME se maintiendrait à un niveau élevé en 2018.

L'activité des PME continuerait d'être dynamique cette année, à l'image de l'économie française qui croît au-dessus de son rythme potentiel malgré un ralentissement anticipé de la croissance du PIB (de 2,3 % en 2017 à 1,7 % cette année selon les dernières prévisions de l'INSEE).

En 2019, si les perspectives sont par nature encore très fragiles, elles concourent à l'appréciation par les PME d'une situation toujours favorable tout en laissant penser que le cycle a atteint, si ce n'est un point haut, un palier amené à durer. En effet, côté demande, le niveau des carnets de commandes se tasse un peu. Côté offre, l'investissement reste dynamique mais n'accélère pas. De plus, les contraintes de recrutement semblent être un frein de plus en plus puissant à l'expansion du cycle.

En outre, l'interrogation sur l'atteinte d'un haut de cycle est cohérente avec un scénario macroéconomique plus général caractérisé par, entre autres, la normalisation des politiques monétaires (synonyme pour les PME d'une augmentation des coûts d'emprunt et d'une dégradation de la compétitivité-prix à l'export), la hausse des prix du pétrole (augmentation des coûts de production) et la montée du protectionnisme.

Conjoncture régionale : synthèse

Dans la continuité de 2017, les estimations pour l'activité et l'emploi du 1^{er} semestre 2018 sont bien orientées pour l'ensemble des régions.

Toutes les régions anticipent une croissance de l'activité d'au moins 2 %. Les PME d'Occitanie, de Bretagne et des Pays de la Loire sont les plus optimistes et anticipent en moyenne une hausse de leur chiffre d'affaires supérieure à 4,0 %.

Il en est de même pour les effectifs qui ont augmenté plus ou moins selon les régions.

En revanche, les trésoreries ont subi quelques légères tensions au cours des derniers mois mais demeurent toutefois à un niveau satisfaisant. Seules les PME d'Auvergne-Rhône-Alpes ont vu leur situation financière s'améliorer, et dans une moindre mesure celles des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Hauts-de-France et Occitanie.

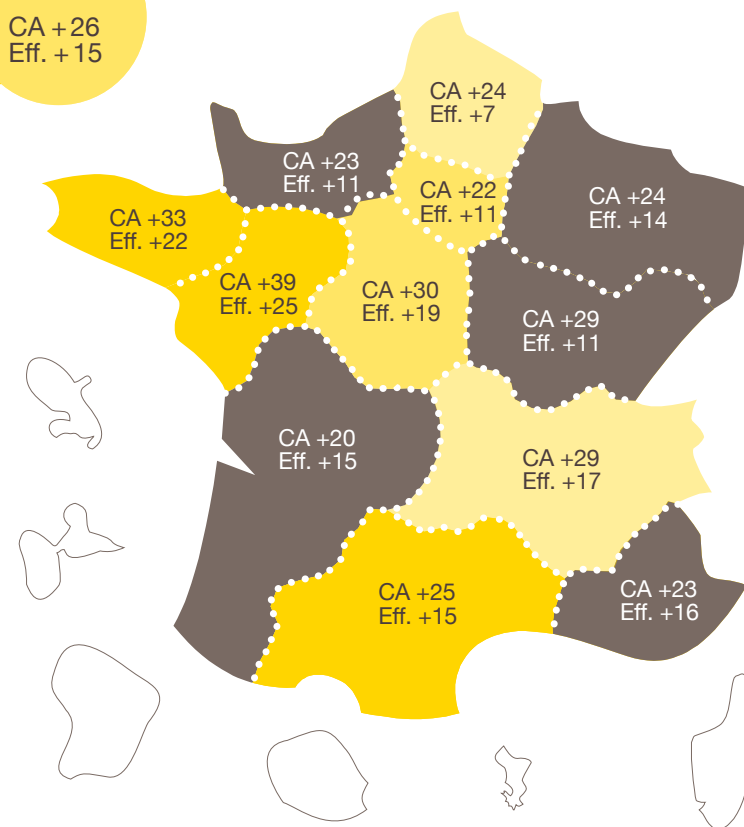
Dans l'ensemble des régions, les PME jugent leur rentabilité en 2017 meilleure que celle obtenue en 2016, à l'exception des entreprises de la région Bourgogne-Franche-Comté qui estiment leur résultats 2017 en baisse.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur www.bpifrance-lelab.fr

ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION (EN %)

France :

CA +26
Eff. +15



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 2,0 % à 2,9 %
- De 3,0 % à 3,9 %
- De 4,0 % à 5 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2018 ⁽¹⁾

	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017
Ensemble des PME	+6	+21	+26		+2	+13	+15		-7	+2	+3	
10 - 250 salariés	+14	+30	+35		+8	+20	+23		-4	+6	+7	
Moins de 10 salariés	-4	+8	+13		-5	+1	+2		-11	-3	-3	
Industrie	+11	+24	+30		+4	+16	+20		-2	+6	+5	
Construction	-7	+14	+23		-5	+4	+10		-15	-3	+2	
Commerce	+3	+19	+23		+2	+9	+10		-10	+2	+1	
Transports	+3	+21	+25		+4	+21	+15		-12	-2	+10	
Tourisme	-1	+13	+14		-4	+6	+3		-10	-7	-12	
Services	+13	+26	+28		+6	+17	+18		-5	+5	+4	

ANNÉE 2019 ⁽¹⁾

	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017
Ensemble des PME	+21	+30	+26		+13	+22	+24					
10 - 250 salariés	+28	+37	+33		+17	+28	+29					
Moins de 10 salariés	+12	+18	+15		+8	+13	+15					
Industrie	+31	+36	+35		+16	+24	+29					
Construction	+2	+18	+8		+3	+17	+14					
Commerce	+20	+24	+25		+10	+18	+19					
Transports	+15	+27	+16		+10	+23	+16					
Tourisme	+12	+24	+18		-1	+2	+6					
Services	+26	+34	+31		+21	+30	+31					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



02.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

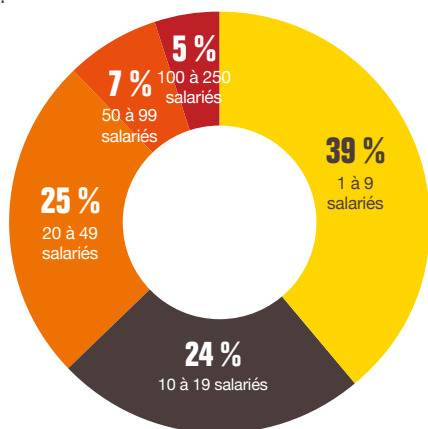
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

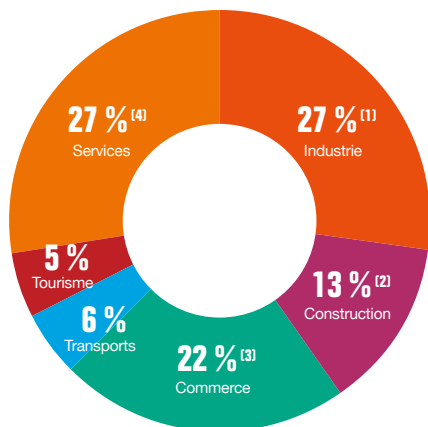
À l'occasion de la 67^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture auprès des PME, 25 243 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées en mai-juin 2018.

L'analyse porte sur les 3 573 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 19 juin 2018.

TAILLE

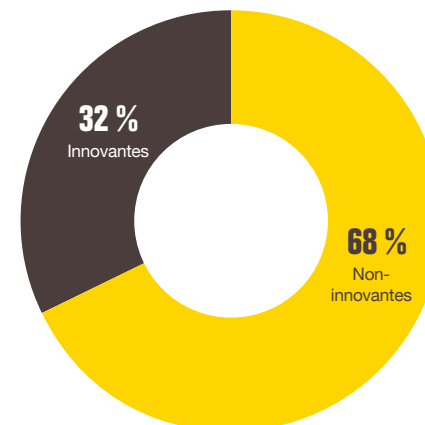


SECTEUR D'ACTIVITÉ

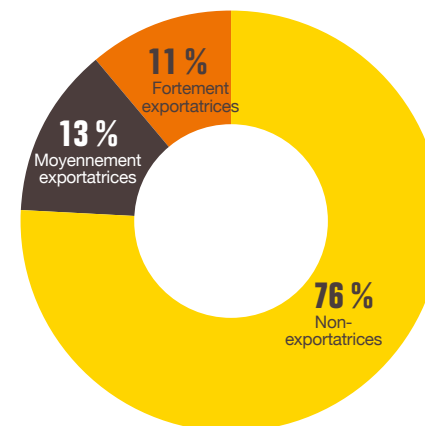


(1) 3 % Agroalimentaire, 13 % Biens intermédiaires, 8 % Biens d'équipements, 3 % Biens de consommation.
 (2) 11 % Bâtiment, 2 % Travaux publics.
 (3) 2 % Commerce et réparation automobile, 13 % Commerce de gros, 7 % Commerce de détail.
 (4) 23 % Services aux entreprises, 4 % Services aux particuliers.

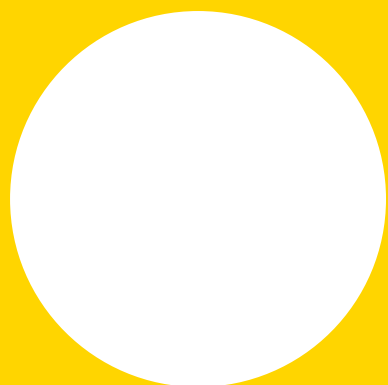
CARACTÈRE INNOVANT



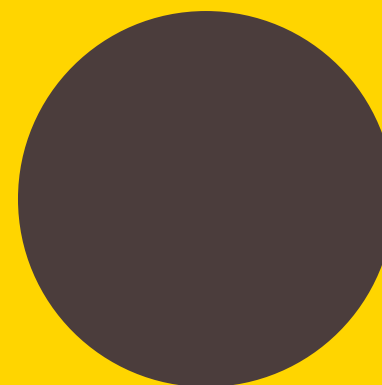
EXPORT



Source : Bpifrance Le Lab



SERVIR L'AVENIR



bpifrance-lelab.fr